



Dossier de presse

Conférence de presse, 26 août 2021

Une initiative pour les 99%

Contacts

Ronja Jansen, présidente de la JS Suisse | 076 675 12 23, ronja.jansen@jss.ch
Mathilde Mottet, vice-secrétaire centrale de la JS Suisse | 077 460 34 84, mathilde.mottet@jss.ch
Yannick Demaria, responsable de campagne pour la JS Tessin | 079 839 02 40, yannick.demaria@bluewin.ch
Cédric Wermuth, co-président du PS Suisse | 079 783 83 29, cedric.wermuth@parl.ch
Regula Rytz, conseillère nationale des Vert-e-s (BE) | 079 353 86 38, regula.rytz@parl.ch
Dominic Täubert, co-président du JPEV Suisse | 079 913 22 58, dominic.taeubert@jevp.ch
Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse | 079 743 42 37, pierre-yves.maillard@sgb.ch

Communiqué de presse

Une initiative pour les 99%

Exactement un mois avant la votation sur l'initiative 99%, le comité défendant les intérêts de la population a tenu aujourd'hui une conférence de presse sur la Place de la Gare de Berne. Des représentant·e·s de la JS Suisse, du PS Suisse, du JPVE, des Vert·e·s et de l'USS sont revenus sur la campagne de peur des partis de droite, mais aussi sur les décennies d'allègement fiscal pour le capital, ce qui rend l'initiative plus urgente que jamais.

Les allègements fiscaux du 1% le plus riche ont conduit ces dernières années à un niveau record des inégalités de richesses en Suisse : la part de la richesse totale détenue le 0.1% le plus riche n'a jamais été aussi élevée qu'aujourd'hui depuis les 100 dernières années. Alors que le pouvoir d'achat de la population active a diminué ces dernières années, la richesse des plus riches a explosé. L'une des principales explications de la situation actuelle sont les revenus du capital, qui rongent les salaires de la population active et offrent aux plus riches des milliards de francs de revenus chaque année sans qu'elles et ils n'aient besoin de lever le petit doigt. Notre système économique actuel récompense la richesse existante plutôt que le travail acharné. Par exemple, une infirmière avec un salaire mensuel de 5000 francs devrait travailler plus de 100 000 ans pour atteindre la fortune Magdalena Martullo-Blocher, conseillère nationale UDC et milliardaire.

Ce mécanisme dangereux a été massivement exacerbé ces dernières années par les politiques fiscales clientélistes de la droite. La conseillère nationale verte Regula Rytz précise : « Depuis les années 1990, les partis bourgeois ont renversé le système en faveur des plus riches. Et ils l'ont fait selon le principe qu'à celui a, on donnera. » Le président de l'USS, Pierre-Yves Maillard, explique comment la situation s'est aggravée depuis l'irruption de la crise du Covid : « Aux gagnant·e·s de la crise on donne encore, aux perdants, déjà défavorisés et qui ne peuvent rien à ce qui leur arrive, on fait payer plus pour recevoir moins. »

La présidente de la JS Suisse, Ronja Jansen, explique pourquoi le parti de jeunes a lancé l'initiative 99% : « Un travail honnête devrait rapporter plus que la spéculation sur les marchés financiers. C'est évident. » Pour Dominic Täubert, président du JEV, c'est également clair : « L'extrême inégalité n'est pas un don de Dieu, ni le "mérite" des riches. »

Cédric Wermuth, coprésident du PS Suisse, a expliqué ce que la Suisse pourrait gagner en adoptant l'initiative : « L'initiative 99% serait une contribution importante à la mise en échec de la croisade du capital contre le travail et de la lutte des classes par le haut. »

Enfin, Mathilde Mottet s'est penchée sur les semaines de la campagne de votation, qui sont encore à venir : « Nous attaquons les 4 prochaines et dernières semaines de campagne pour le OUI avec l'énergie et la motivation de celles et ceux qui savent qu'ils ont raison et la conviction de celles et ceux qui savent leur combat juste. »

Yannick Demaria, responsable de campagne pour la JS Tessin, résume : « Le travail mérite plus de respect. »

Prises de parole

Seul le texte prononcé fait foi

Ronja Jansen, présidente de la JS Suisse

Es ist Zeit für eine Kehrtwende!

In exakt einem Monat stimmen wir über die 99%-Initiative ab.

Eine Initiative deren Dringlichkeit spätestens seit der Corona-Pandemie unübersehbar ist.

Die Pandemie hat die Ungleichheit in unserer Gesellschaft wie ein Brennglas vergrössert: Die Vermögen der Reichsten sind angestiegen, während unzählige Menschen mit tiefen und mittleren Einkommen den Gürtel enger schnallen mussten.

Jene die in der Sicherheit ihrer Villen ihre Milliardenvermögen für sich «arbeiten» lassen konnten, haben profitiert, während die Pfleger*innen, Kita-Betreuer*innen und Detailhandelsangestellten, die uns mit ihrer Arbeit durch diese schwierigen Zeiten getragen haben, höchstens einen Kulli als Dank erhalten haben.

Diese Logik ist nicht neu: Wir leben in einem Wirtschaftssystem in dem Reich-Sein mehr belohnt wird als harte Arbeit.

Der Grund dafür sind Kapitaleinkommen im Milliardenhöhe, welche die Löhne der Menschen schmälern und die Bankkonti der Besitzenden weiter füllen, ohne das sie dafür einen Finger krümmen müssen.

Aufgabe der Politik wäre es dieser immer schneller laufenden Maschinerie der Umverteilung von Unten nach Oben etwas entgegen zu setzen.

Doch in den letzten Jahrzehnten haben die rechten Handlanger des Kapitals das Gegenteil durchgesetzt.

Die Einkommenssteuern und Vermögenssteuern für die Reichsten wurden gesenkt und neue Steuerschlupflöcher für Grossaktionär*innen und Konzerne haben das übrige Steuersystem durchlöchert.

Die 99%-Initiative bietet den ersten Schritt zur überfälligen Kehrtwende. Was wir verlangen ist dabei weder radikal, noch extrem: Die leistungsfreien Kapitaleinkommen des reichsten 1% sollen 1.5mal so hoch besteuert werden wie Lohneinkommen. Ehrliche Arbeit soll sich mehr lohnen, als Zocken an den Finanzmärkten. Eine Selbstverständlichkeit.

Könnte man meinen.

Doch die fünf Gegenkomitees der Rechten und die selbsternannten Wirtschaftsverbände haben uns in den letzten Monaten eines besseren belehrt und uns dieselben vermoderten und scheinheiligen Argumente aufgetischt, welche sie bei jeder Abstimmung aus der Mottenkiste holen, wenn die Linke das Geld in diesem Land ein bisschen gerechter verteilen will: Alle Reichen ziehen weg, ein Massensterben der KMU steht bevor.

Bewahrheitet haben sich diese Schauermärchen noch nie.

Fakt ist: Was den sozialen Zusammenhalt in der Schweiz heute gefährdet, sind nicht zu hohe Löhne oder zu viel Gerechtigkeit, sondern die Folgen der verfehlten rechten Steuerpolitik der letzten Jahre. Eine Politik, die immer mehr auf die Schultern der Menschen abgewälzt hat, die von ihrem Lohn Leben und dafür gesorgt hat, dass die Anzahl Armutsbetroffenen in einem der reichsten Länder der Welt seit Jahren ansteigt, während die Reichsten die politischen Spielregeln immer mehr nach ihrem Gusto diktieren können.

Unter der zunehmenden Vermögensungleichheit leiden heute nicht nur jene, die in der kapitalistischen Hackordnung ganz unten stehen.

Die stagnierenden Löhne und die steigenden Krankenkassenprämien haben dafür gesorgt, dass die Kaufkraft in der Schweiz über die letzten Jahre abgenommen hat.

Mit ihr sinkt auch die Nachfrage, was insbesondere lokal orientierte kleine Unternehmen trifft. Mehr Geld in den Händen der Reichsten sorgt nicht für mehr Konsum und auch nicht für höhere Investitionen, sondern vor allem für mehr Spekulation an den Finanzmärkten. Dies begünstigt Wirtschaftskrisen, wie die Finanzkrise 2008, welche wiederum die arbeitende Bevölkerung am stärksten treffen.

Vor diesen Gefahren warnen inzwischen auch zahlreiche internationale Organisationen, welche ganz und gar nicht links stehen, wie die OECD oder der Internationale Währungsfonds, welcher eine höhere Besteuerung der Reichsten fordert.

Nutzen wir also die Chancen, welche die 99%-Initiative bietet: Aus wirtschaftspolitischer Vernunft und weil die Menschen die den Wohlstand in diesem Land Tag für Tag erarbeiten, schlicht und einfach mehr Gerechtigkeit verdient haben.

Pierre-Yves Maillard, président de l'USS

Un oui à l'initiative de la jeunesse socialiste pour freiner les projets indécents

Face à l'indécence on ne saurait rester passif

Le monde est plongé dans une crise économique et sociale historique. La Suisse n'y échappe pas. Chez nous des centaines de milliers de familles ont dû vivre pendant plusieurs mois avec une chute de 20% de leurs revenus, mis au régime du chômage technique. Des dizaines de milliers de petits indépendants ont perdu une grande partie de leur épargne, quand ce n'est pas leur travail.

Cette crise liée à la lutte contre une pandémie s'ajoute à une crise structurelle que connaît notre pays, celle de l'érosion des rentes. Selon une étude du Crédit suisse, le même capital LPP produira en 2025 20% de rente en moins qu'en 2010.

Ces deux crises frappent de manière plus marquée les femmes et les personnes à bas revenu. Or la majorité du Parlement suisse continue de faire des projets qui avantagent les entreprises et les particuliers les plus riches. L'abaissement du droit de timbre qui profitera au secteur financier, déjà grand profiteur de ces crises, est un exemple de ces réformes à rebours du bon sens. Mais les décisions des majorités parlementaires de droite sur notre système de retraites vont encore plus loin.

La semaine passée, la majorité de la Commission de la santé et de la sécurité sociale a essayé de torpiller un compromis patronal et syndical qui a le mérite d'assainir financièrement le deuxième pilier tout en améliorant quelque peu les rentes des femmes et des bas salaires. A la place cette commission propose un paquet qui :

Impose une hausse généralisée des cotisations qui fera baisser le salaire net de 1,2 à près de 4% selon les situations pour toutes les personnes salariées de moins de 55 ans,

Entraîne une baisse des rentes de 12% pour la partie obligatoire,

Arrose les 10% les plus riches de la population d'un cadeau fiscal de 1 à 2 milliards de francs

Limite les compensations transitoires aux seules personnes salariées de plus de 50 ans qui n'ont pas de couverture sur-obligatoire

Epargne les hauts salaires de la cotisation nécessaire au financement de ces maigres compensations.

Et ce paquet indigeste est censé faciliter l'acceptation par la population de la hausse de l'âge de la retraite des femmes...

Ajoutons au tableau que l'année 2021 donnera lieu sans aucun doute à une nouvelle orgie de dividendes et de bonus et que la Banque nationale suisse, en un semestre, voit sa réserve pour distribution de bénéfices futurs augmenter de plus de 40 milliards, ce qui devrait la porter à plus de 120 milliards au total.

Après un début de législature où, avec l'exemple de la rente-pont pour chômeuses et chômeurs âgés en fin de droit, on pouvait espérer enfin un retour à une politique de redistribution plus équilibrée et conforme aux besoins des gens, on voit que cette crise du Covid est utilisée pour relancer la machine à redistribuer les richesses à l'envers. Aux gagnants de la crise on donne encore, aux perdants, déjà défavorisés et qui ne peuvent rien à ce qui leur arrive, on fait payer plus pour recevoir moins.

Face à l'indécence, on se sent parfois démuni. Mais nous avons des possibilités de lutter et de montrer que ça ne va pas. La démocratie directe suisse donne ces possibilités. Contre l'indécence, nous lancerons des referendums. Mais pour donner un signal fort et rapide, il y a le scrutin de septembre et l'initiative 1-99 de la jeunesse socialiste. Un oui le plus élevé possible à cette initiative est aussi un moyen de freiner l'indécence.

Regula Rytz, conseillère nationale des Vert-e-s (BE)

Grosse Kapitaleinkommen statt Arbeit stärker besteuern!

Die Corona-Krise hat die Kluft zwischen Arm und Reich auch in der Schweiz vergrössert. Ein Ja zur 99%-Initiative bringt mehr Fairness und Steuergerechtigkeit. Gerade auch für den Mittelstand.

Während gutbetuchte Haushalte in der COVID-Krise mehr sparen konnten, mussten ärmere Haushalte ihre Reserven auflösen, um über die Runden zu kommen. Die Konjunkturforschungsstelle der ETH geht davon aus, dass die ungleiche Vermögensverteilung nach Corona weiter zunehmen wird. Sie ist heute schon unverschämt hoch. 1 Prozent der Bevölkerung besitzt über 40 Prozent aller Vermögenswerte. Die Erträge daraus werden tiefer besteuert als die Lohnarbeit. Ein Grundwert der modernen Demokratie – die Chancengleichheit und damit die Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit – ist durch diese Entwicklung komplett in Frage gestellt.

Wenn man sich einen Überblick über das Steuersystem in der Schweiz verschaffen will, geht man am besten auf die Websites der Steuerberatungsfirmen. Denn anders als Economiesuisse und Co. geben diese unverblümt zu, dass die Schweiz ein Steuerparadies für Vermögende ist. Die Steuerplattform ajooda sagt es zum Beispiel so: «Die Kapitalertragsteuer der Schweiz ist, im Gegensatz zu vielen anderen Ländern, sehr zum Vorteil der Investoren ausgelegt.»

Das stimmt. Es gibt in der Schweiz für private Anleger keine Kapitalgewinnsteuer. Auch Kapitalerträge und Vermögen werden im Vergleich zu Arbeitseinkommen sehr milde besteuert. Kein Wunder, werden die Reichen hier immer reicher. Allein im Corona-Jahr 2020 sind die 300 reichsten Personen in der Schweiz um 5 Milliarden Franken reicher geworden. Und sie haben noch lange nicht genug.

Seit den 1990er Jahren stellen die bürgerlichen Parteien das Steuersystem auf den Kopf. Und zwar nach dem Grundsatz: Wer hat, dem wird gegeben. Die Erbschaftssteuer für direkte Nachkommen wurde abgeschafft (-2 Mrd. CHF), die Stempelabgaben gesenkt (-600 Mio. CHF), die Kapitalsteuer auf Bundesebene gekippt, die Grundsteuern reduziert (-1 Mrd. CHF), das Kapitaleinlageprinzip und die privilegierte Dividendenbesteuerung eingeführt (-1.6 bis 2.2 Mrd. CHF). Mit der Steuerreform STAF – die wir GRÜNEN bekämpften – kam noch die zinsbereinigte Gewinnsteuer, die Gewinnsteuerbefreiung für die «Aufdeckung von stillen Reserven» oder die Steuerentlastung von Patent-Erträgen (Patentbox) dazu.

Und so soll es weitergehen. Während Tausende von KMU aus dem Event- und Schaustellergewerbe, aus dem Gastgewerbe und der Tourismusbranche um ihr Überleben kämpfen, zündet der Bundesrat bereits die nächste Steuerentlastungsbombe für Gutbetuchte und Kapitalbesitzer. Am 4. Dezember 2020 wurde der Bericht «Steuerstandort Schweiz» veröffentlicht. Es ist ein 10-Gang Luxus-Menü für Superreiche.

Die Rechnung dafür bezahlt der Mittelstand. Die Rechnung dafür bezahlt das Pflegepersonal, das seit Jahren auf eine Verbesserung der Arbeitsbedingungen hofft. Die Rechnung bezahlen Gemeinden und Städte, die ihre Corona-Schulden nicht mehr abbauen können und heute bereits Alarm rufen.

Es ist unmöglich, die verfassungswidrige «Steueragenda» dieser willkürlich zusammengesetzten «Expertengruppe» hier im Detail vorzustellen. Doch die zwei wichtigsten Ziele zeigen die fatale Richtung auf:

Steuern sollen in Zukunft vorwiegend auf Einkommen und Konsum erhoben werden. Das heisst: In Zukunft müssen die normalen Haushalte, die Familien und der Mittelstand die öffentliche Infrastruktur – von Schule bis Hochwasserschutz - praktisch alleine finanzieren.

Die «Kapitalakkumulation» dagegen soll erleichtert werden. Und zwar durch die Senkung der Kapital- und Vermögenssteuern, die «Optimierung des Beteiligungsanzugs» oder den Ausbau der Verlustverrechnung für Unternehmen.

Der Bundesrat wird in den nächsten Wochen festlegen, in welcher Reihenfolge er dieses 10-Gang-Luxusmenu auf den Tisch bringen will - parallel zur Teilabschaffung der Stempelsteuer und der Verrechnungssteuer und zur Umsetzung von STAF, versteht sich. Es ist eine milliardenschwere goldene Weihnachtsgans für die Kapitalbesitzer. Und es ist ein Verlustgeschäft für unsere Gesellschaft.

Die Volksinitiative «Löhne entlasten, Kapital gerecht besteuern» («99%-Initiative») will hier Abhilfe schaffen und die Steuerwelt vom Kopf wieder auf die Füsse stellen. Sie verlangt, dass Kapitaleinkommen über 100'000 Franken stärker besteuert werden als Lohneinkommen. Dass Reichtum stärker besteuert wird als Arbeit. Die Zusatzeinnahmen sollen zur Entlastung des Mittelstandes eingesetzt werden. Das ist nicht nur eine moderate und vernünftige Lösung. Das ist auch ein wichtiges Stoppsignal für die Steuervermeidungsindustrie.

Dominic Täubert, co-président des JPEV Suisse

«Extreme Ungleichheit ist nicht gottgegeben»

Sehr geehrte Medienschaffende

Die EVP zeichnet sich seit über 100 Jahren als politische Brückenbauerin in der Schweizer Politik aus. Die beiden EVP-Nationalratsmitglieder Nik Gugger und Marianne Streiff belegen in der neusten Auswertung von CH Media die obersten beiden Plätze als beste «Brückenbauer» des Parlaments. Die EVP hält sich bewusst von Klientelpolitik, Grabenkämpfen oder Lobbys fern und versucht stets das Wohl von Mensch und Umwelt im Fokus zu halten.

Brücken zu bauen bedeutet auch, dass es Gräben zu überwinden gilt. In einem Land bestehend aus lauter Minderheiten sollen gemeinsame Interessen gesucht und das Wohl aller angestrebt werden. Wenn der Graben aber zu gross wird, lässt sich keine Brücke mehr bauen und ein gemeinsamer Weg unterschiedlicher Teile der Gesellschaft wird unmöglich. In der Schweiz ist dies glücklicherweise nicht der Fall, auch wenn die grösste Partei der Schweiz dies versucht heraufzubeschwören. Gleichzeitig zeigen sich aber global und auch in der Schweiz speziell ein starker Trend, welcher die Gefahr einer solchen Spaltung beinhaltet:

Die Vermögensungleichheit wächst so stark und erreicht solch hohes Niveau wie zuletzt in der Vorkriegszeit mit damals schwerwiegenden gesellschaftlichen Konflikten. Extreme Ungleichheit ist nicht gottgegeben und auch nicht der «Verdienst» der Vermögenden, sondern eine Folge der wirtschaftlichen Umstände. In den letzten Jahrzehnten lag die Rendite, welche Kapital erzielen konnte, deutlich über dem Wirtschaftswachstum, da in einer bereits hoch entwickelten Weltwirtschaft das Wirtschaftswachstum selbst mit neuen Technologien moderat bleibt. Das führt völlig automatisch zu einer zunehmenden Konzentration von Vermögen in den Händen jener, welche die höchste Rendite erzielen.

Auch in den nächsten Jahrzehnten wird sich diese ökonomische Situation nicht ändern. Die wachsende Ungleichheit hat das Potenzial einen unüberwindbaren Graben durch die Gesellschaft zu ziehen. Ein Graben zwischen der grossen Mehrheit der Menschen, die von Erwerbseinkommen leben einerseits und andererseits einigen wenigen, welche sich alleine auf ihr Kapitaleinkommen verlassen können und zugleich noch immer reicher werden.

Wie gesagt, ist eine extreme Ungleichheit nicht etwas «natürliches», oder «normales», sondern das Ergebnis der menschengemachten Struktur der wirtschaftlichen Umstände. Die gute Nachricht dabei ist, dass es deshalb oft auch nur einige beherzte Anpassungen an diesen Umständen braucht, um einen entscheidenden Unterscheid zu machen. Es braucht keine Revolution, es braucht keine Enteignung und es braucht auch keinen Klassenkampf. Eine einfache Änderung der Besteuerung von Kapitaleinkommen kann dieser «Überbelohnung» von Kapital entgegenwirken, wachsende Ungleichheit bremsen und zur Stabilisierung der gesellschaftlichen Ordnung und Einheit beitragen.

Die 99%-Initiative möchte diese Besteuerungsänderung in der Verfassung festschreiben und damit wirkungsvoll eine künftig gespaltene Gesellschaft mit extremer Ungleichheit verhindern. Der Verfassungsartikel überzeugt und lässt dem Parlament zugleich genügend Spielraum für die Umsetzung. Deshalb sagen EVP und Junge EVP überzeugt JA zur 99%-Initiative.

Mathilde Mottet, vice-secrétaire centrale de la JS Suisse

Dernière ligne droite pour convaincre de l'urgence d'agir

Nous sommes là aujourd'hui pour lancer un signal. Le signal que, malgré les moyens démesurés déployés par les opposant·e·s à l'initiative 99%, nous attaquons les 4 prochaines et dernières semaines de campagne pour le OUI avec l'énergie et la motivation de celles et ceux qui savent qu'ils ont raison et la conviction de celles et ceux qui savent leur combat juste.

Après pas moins de 6 conférences de presse de 5 comités opposés, qui sèment la peur parmi la population avec des arguments mensongers et des fake news, y compris venant d'Ueli Maurer, malgré les millions de francs déjà dépensés dans la campagne pour le non, l'initiative 99% convainc aujourd'hui une majorité relative de la population.

En effet, les résultats du sondage SSR publiés la semaine passée montrent que 46% de la population est déjà prête à voter OUI le 26 septembre. La majorité absolue des femmes votent OUI. En Suisse, les femmes effectuent toujours deux fois plus de travail non rémunéré que les hommes et reçoivent toujours près de 20% de salaire en moins pour le même travail. Les femmes sont aussi surreprésentées parmi les personnes aux bas revenus dans ce pays, qui sont précisément les personnes que l'initiative 99% soulagera le plus, que ce soit par l'allègement de leurs impôts et le renforcement du service public. Le OUI à l'initiative 99% est un OUI féministe, et la majorité des femmes en Suisse le sait.

Le sondage SSR montre également que la situation financière des ménages a un fort impact sur l'intention de vote : plus les ménages ont un revenu bas, et donc plus elles profiteraient de la redistribution prévue par l'initiative, plus leur soutien à l'initiative 99% est grand. Car elles savent que ce sont elles, les personnes qui portent notre société, ce sont les chauffeuses de bus, ce sont les infirmiers, ce sont les maîtresses d'école, ce sont les employé·e·s de bureau. Ce sont ces personnes qui créent la richesse dans notre société.

A l'opposé, les hauts revenus disent non. C'est un non à la perte des privilèges fiscaux dont ils bénéficient aujourd'hui, un non à un traitement fiscal enfin équitable de leurs revenus du capital. Mais la bonne nouvelle est qu'une majorité de la population est prête pour plus de justice, consciente de sa classe et de ce qu'elle a à gagner : plus de justice, plus de démocratie, et récupérer enfin l'argent pour lequel elle a travaillé.

Dans cette lutte de David contre Goliath, nous sommes donc motivé·e·s plus que jamais pour encore rallier les 9% d'indécis·e·s pour le OUI. Et pour cela, nous pouvons compter sur une équipe de campagne formidable, des centaines de militant·e·s qui sont dans les rues, tous les jours, pour distribuer des flyers, des biscuits surprises, des badges, des kits pour les apprenti·e·s. Dans toute la Suisse, les balcons affichent nos drapeaux ralliant les 99% de la population à la lutte contre les privilèges du 1%. D'ici le 26 septembre, des dessous de verre pointant le doigt sur les inégalités de richesses seront distribués dans toutes les boîtes aux lettres de Suisse. Des actions choc sont organisées, que ce soit à Zürich, à Zoug, à Genève, à Lausanne. Notre campagne bat également son plein sur les réseaux sociaux.

Nous avons donc encore 4 semaines pour convaincre que la croissance des inégalités en Suisse doit être absolument stoppée, 4 semaines pour convaincre que les revenus du capital doivent être enfin imposés de façon équitable, 4 semaines pour convaincre que les personnes qui travaillent tous les jours méritent enfin plus de justice. Et nous allons réussir.

Yannick Demaria, responsable de campagne pour la JS Tessin

In omaggio e in difesa della dignità del lavoro

L'iniziativa 99% vuole essere innanzitutto un grande omaggio al lavoro: a tutti i lavoratori e a tutte le lavoratrici che, con tanti sacrifici, spesso non sufficientemente retribuiti, sono da sempre l'elemento centrale della produzione e della costruzione della ricchezza. Per questo è indispensabile, oggi più che mai, difendere con forza e convinzione la dignità del lavoro, anche attraverso un riconoscimento fiscale. È del tutto immorale e profondamente ingiusto tassare maggiormente il reddito creato dal lavoro delle persone rispetto a quello proveniente dal solo denaro.

Tutti dovremmo poter condurre una vita dignitosa, senza dover sopportare condizioni di perenne difficoltà, disparità di trattamento o sentimenti di discriminazione.

Sappiamo che anche in Svizzera – in Ticino in misura ancora maggiore - la situazione sociale ed economica si sta aggravando. Mentre un'infima minoranza si arricchisce esclusivamente grazie a una ricchezza preesistente, molte lavoratrici e molti lavoratori non ce la fanno, le famiglie della classe media faticano e molte persone sono precarizzate o escluse dal mondo del lavoro.

All'interno della società le disuguaglianze si fanno sempre più evidenti ed estreme. La concentrazione in poche mani della ricchezza e quindi del potere sta generando, in una società alle prese con emergenze sempre più gravi e pressanti, conseguenze inquietanti e pericolose per la democrazia stessa. Assolutamente urgente è perciò mobilitare la fiscalità per una più equa redistribuzione della ricchezza.

L'iniziativa intende mettere fine ai privilegi garantiti ai redditi generati esclusivamente dalle grandi fortune e dalla speculazione e all'arricchimento improduttivo.

L'obiettivo è uno sgravio delle imposte sui redditi del lavoro (anche di chi è proprietario della sua stessa impresa) e la messa in atto di una politica sociale per la salute, il sistema previdenziale, la conciliabilità lavoro-famiglia, la formazione e l'ambiente.

La crescita delle disuguaglianze crea precarietà, costi e tensione sociale. Arginare la perversa concentrazione della ricchezza per allentare la pressione fiscale sui redditi medi e bassi risponde al concetto di giustizia fiscale (il rispetto del "principio della capacità economica"), opportunamente previsto dalla nostra Costituzione.

Sostenere l'iniziativa 99% significa battersi per cancellare una profonda ingiustizia, che vede il lavoro degli uomini e delle donne, che producono la ricchezza, penalizzato fiscalmente rispetto ai redditi derivanti dal denaro accumulato, che, per definizione, non ha né un'anima, né un volto.

È legittimo affrontare con consapevolezza e lucidità la propria reale situazione e, superando ogni pregiudizio ideologico, decidere di conseguenza, onorando finalmente le proprie reali esigenze e i propri diritti.



Une initiative pour les 99%

Conférence de presse, 26 août 2021

Il lavoro merita rispetto!

Cédric Wermuth, co-président PS Suisse

Die 99% Prozent-Initiative will keinen Klassenkampf entfachen - sie versucht einen zu beenden

"There's class warfare, all right.
But it's my class, the rich class,
that's making war, and we're
winning."
Warren Buffet

Die Pandemie hat unser Leben in vielerlei Hinsicht deutlich verändert. Auch das politische Leben. Weltweit weisen Ökonom:innen darauf hin, wie die zunehmende Ungleichheit der letzten Jahrzehnte die Pandemie verschlimmert hat - und wie die Pandemie jetzt ihrerseits die Ungleichheit wieder verstärkt, wenn wir politisch nicht reagieren. An den rechten Parteien im Schweizer Parlament und ihrer Finanz- und Wirtschaftspolitik prallen diese Fakten allerdings offensichtlich ziemlich ergebnislos ab. Es scheint nach der Pandemie wie vor der Pandemie nur eine Richtung zu geben: Je mehr Privilegien für das Kapital, desto besser.

Wir sehen das in den drei Vorlagen zur Abschaffung der Stempelsteuern, die jetzt ja teilweise mit einem Griff in die Trickkiste auf nach der Abstimmung zum Referendum zu Vorlage I verschoben worden sind (Abschaffung der Emissionsgabe auf Eigenkapital). Davon aber sollten wir uns nicht täuschen lassen. Es war auch in der Kommission klar, dass nach der Abstimmung alles wieder auf den Tisch kommt. Die Abschaffung der Stempelsteuern ist nichts weiter als ein weiterer Schritt in Richtung vollständiger Steuerbefreiung des Finanzplatzes und des Kapitals.

In die genau gleiche Richtung geht die jetzt von der nationalrätlichen WAK beschlossene Revision der Verrechnungssteuer. In einem ersten Schritt sollen jetzt die Zinserträge weitgehend abgeschafft werden. Unter dem Deckmantel der "Standortattraktivität" ist diese Vorlage nicht anders als eine behördlich genehmigte Einladung zur Steuerhinterziehung. Zuerst eine Milliarde, dann 200 Millionen jährlich soll das kosten. Das muss man sich schon auf der Zunge vergehen lassen: Es ist in diesem Parlament einfacher ein Steuergeschenk für Steuerkriminelle durchzubringen als eine Erhöhung der Prämientlastung für Familien, anständige Renten oder einen Ausbau der familienexternen Kinderbetreuung. Es ist auch hier klar, wohin der nächste Schritt gehen soll: Die Abschaffung der Verrechnungssteuer auf Dividenden (ca. 80% der Verrechnungssteuer).

OECD-Reform: Gleiche Tonlage, gleiches Lied. Was jetzt bereits in den Köpfen der Vasallen des internationalen Kapitals herumgeistert (als nichts anderes gebärden sich CVP, FDP, SVP, GLP und leider auch die Verwaltung) muss man sich schon auf der Zunge vergehen lassen: Nicht weniger als tiefere Steuern für die Manager und neue Subventionen (sic!) für die 200 bis 300 grössten Konzerne der Schweiz sollen her als Ausgleich für den globalen Mindeststeuersatz - alles nur, damit die Aktionär:innen auch in Zukunft nur ja keinen anständigen Beitrag zur Finanzierung der öffentlichen Aufgaben leisten müssen.

Alle diese Pläne passen leider in alle, was in den letzten 30 Jahren passiert ist. Wir sind auf dem Weg zur Befreiung des Kapitals von jeglicher Solidarität und Steuer nicht am Anfang der Salami, sondern mittendrin. In diesem Land ist inzwischen die dumme, die von Lohn

oder Rente lebt und nicht von Zinsen von ihrem Milliardenvermögen - und auch noch dumm genug ist dieses hart erarbeitete Einkommen korrekt zu versteuern.

Auf dem Kreuzzug gegen die Arbeit

Dazu passt, dass die gleichen Kräfte auf der anderen Seite einen regelrechten Kreuzzug gegen die Arbeit und die Werktätigen fahren. Mit mehreren Vorstössen soll das Arbeitsrecht aufgeweicht und die totale Verfügbarkeit 24/4 der Lohnabhängigen sichergestellt werden. Seit der Pandemie unter dem Deckmantel von "Home Office" und "Flexibilität". Kaum überraschend, dass wir im Parlament während der Krise die Rettungspakete für die grossen Unternehmen in wenigen Minuten durchgejasst haben, aber es bis zum Schluss nicht schafften, die Löhne des Pflegepersonals zu erhöhen oder die Kurzarbeitsentschädigung für Normalverdienende anzuheben.

Die Vasallen und Handlanger des Kapitals und seiner Konzerne fürchten seit jeher demokratischen Entscheiden wie und faktenbasierte Diskussionen um die Wirtschaftspolitik wie der Teufel das Weihwasser. Darum ist ihnen jedes Mittel recht jene zu diskreditieren, die das Interesse der Mehrheit des Volkes vertreten, die von Lohn und Rente lebt. Der absurdeste Vorwurf an die 99%-Initiative ist jener, die JUSO betreibe Klassenkampf. Genau das Gegenteil ist der Fall: Die 99%-Initiative würde einen Beitrag dazu leisten um den Kreuzzug des Kapitals gegen die Arbeit und den Klassenkampf von oben, den das Kapital nun seit drei Jahrzehnten unerbittlich führt und leider gewinnt, wenigstens ein bisschen in die Schranken zu weisen.